

AKTUELL

RÉFUGIÉ-E-S

A la loupe

David Wagner

Comment les réfugiés vivent-ils leur situation au Luxembourg ? Comment se sentent-ils perçus et comment se perçoivent-ils ? Une première étude tente d'éclairer le sujet.

Pour un réfugié, arriver dans un pays d'accueil, c'est un peu comme recommencer sa vie. Et l'on sait à quel point un mauvais départ dans la vie peut avoir des conséquences néfastes à long terme. C'est la réflexion qui domine à la lecture de la toute première étude portant sur la situation des réfugiés (au statut reconnu) au Luxembourg, rédigée par la Caritas en collaboration avec le Cefis (Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales). Cette enquête a été menée auprès d'un échantillon de 89 personnes dont 16 sous forme d'entretiens semi-directifs. Et attention : l'étude a été menée auprès de réfugiés dont le statut a été accordé entre les années 2000 et 2009.

Trouver le bon départ, donc. C'est probablement ce qu'il y a de plus difficile. Et ce n'est donc pas pour rien que l'étude propose un certain nombre de pistes et donne des recommandations. Notamment en ce qui concerne les logements. Car si les réfugiés, une fois leur statut accordé, estiment dans leur grande majorité qu'ils sont bien logés, malgré des coûts importants, ils se retrouvent souvent, pendant leur phase d'attente, dans des logements aux coûts tout aussi exorbitants qu'insalubres. Mais la difficulté peut également se faire ressentir au sein des foyers où plusieurs familles doivent cohabiter. En plus du manque d'intimité, des incompréhensions dues à des us et coutumes différents, voire à des personnes issues de régions en conflits peuvent subvenir. Ainsi, l'étude préconise un accueil de qualité avec des logements adaptés et suffisamment de personnel socio-éducatif « pour assurer le suivi et l'encadrement des personnes, que ce soit dans les foyers, dans les logements semi-autonomes ou encore dans les logements privés ».

Un autre écueil particulièrement sensible est l'emploi. Très souvent, et ce dont la population locale ne se rend pas vraiment compte, les réfugiés doivent accepter une dégrada-



PHOTO : AUSTINEVAN

tion socio-professionnelle, comme c'est le cas d'un témoignage d'un ingénieur qui officie en tant que jardinier. D'autres fois, ils font face à des rythmes de vie particulièrement agités, comme cette autre personne citée dans l'étude, qui travaille en tant qu'homme à tout faire dans un restaurant tout en suivant, dans ses temps libres, des cours de luxembourgeois. Car la langue constitue, au-delà de la méfiance que les réfugiés inspirent à certains employeurs, un autre obstacle à franchir. Selon l'étude, seul un quart des réfugiés ne parlent qu'une des trois langues administratives du pays à leur entrée. Si les diplômés doivent se contenter d'emplois subalternes, les sans diplômes ont par conséquent la vie un peu plus dure. Ainsi, l'étude préconise des formations pour adultes basées sur le modèle du CATP (alternance de quatre jours chez l'employeur et une journée au Centre de langues), voire aussi un système de validation des acquis de l'expérience ainsi qu'un système de reconnaissance des diplômes dont ils disposent.

Mais malgré ces difficultés et des ressources financières souvent maigres (seuls dix pour cent d'entre eux gagnent plus de 3.000 euros par mois), la grande majorité des réfugiés se dit satisfaite de la vie qu'elle mène au Luxembourg. C'est une question de relativité de la perception des réalités. Et l'on peut le comprendre : après avoir été contraint de quitter leur pays et après avoir réussi l'épuisant parcours du combattant pour enfin se voir accorder son statut, il est plus facile d'accepter un nouveau départ ; même si c'est à la case zéro.

L'étude peut être téléchargée sur le site caritas.lu

SHORT NEWS

Uni als Schiefergas-Lobbyist?

Ob Schiefergas Europas Energieprobleme lösen kann? Zur Erörterung dieser Frage lädt die Uni Luxemburg am kommenden Montag ein. Neben Ex-Energieminister und aktuellem EU-Abgeordneten Robert Goebbels treten unter anderem der Vorsitzende eines polnischen Energie-Unternehmens und ein polnischer Professor für Informationstechnik auf. Keiner dieser Redner besitze ausreichend Kompetenzen, um „eine ernsthafte Einschätzung der Umweltauswirkungen“ von Schiefergas-Förderung zu geben, beklagt sich nun der Europa-Abgeordnete Claude Turmes in einem Brief an den Rektor der Uni. Turmes fordert stattdessen Kritik und Kontroverse. Eingeladen hat auch die polnische Botschaft, deren Interessen auf diesem Gebiet klar sein dürften: Polen besitzt neben Österreich und Schweden die größten europäischen Vorkommen des in Tongestein gespeicherten Schiefergases. Das Land übte vor kurzem massiv Kritik am Vorhaben des Europaparlaments, die Vorschriften für den Gas-Abbau zu verschärfen. Da dieses „Fracking“ sehr viel Wasser und Chemikalien verbraucht, ist es alles andere als unumstritten. Nicht klar ist, ob diese Diskussionen bis zur Uni durchgedrungen sind. Sowohl die Rednerliste als auch die aufgeworfenen Fragen lassen zumindest Zweifel zu.

Arcelormittal est aux anges

Il est difficile de faire plus faux cul que le département communication d'Arcelormittal, qui écrivait dans un communiqué de presse envoyé ce mercredi : « ArcelorMittal a l'intention de maintenir la production de son train à fil de Schifflange jusqu'à la fin de l'année » - ce qui veut dire en d'autres mots, que Schifflange sera mort en janvier 2013. Et hop, 47 ouvriers de plus dans la cellule de reclassement, gracieusement payée avec l'argent public, qui seront tout de même « rapidement redéployés vers d'autres emplois, notamment à Belval et à Differdange », toujours selon le même communiqué. Comme toujours, ce sont les marchés et la faible demande du secteur qui sont mis en cause par Arcelormittal, et non pas la folle politique expansionniste du géant de l'acier qui est acculé financièrement et doit - pour satisfaire ses créanciers et ses actionnaires - faire des bénéfices sur le dos des ouvriers. Même scénario en France, où, sans surprise, le comité d'entreprise de lundi dernier a confirmé que les hauts-fourneaux de Florange allaient fermer. Reste 60 jours au gouvernement de François Hollande pour trouver un repreneur. On lui souhaite bonne chance.

Alle gegen Cattenom

Greenpeace formuliert es bereits im August, der Mouvement écologique und die Grünen reagierten erst diese Woche. Einig sind sie sich trotzdem: Cattenom muss abgeschaltet werden. Auslöser dafür, diese jahrzehntealte Forderung wieder aufzugreifen, sind die Ergebnisse der EU-Stresstests. Diese waren als Reaktion auf die Katastrophe von Fukushima europaweit durchgeführt worden und der betreffende Kommissionsbericht wurde am Donnerstag offiziell veröffentlicht. Greenpeace hatte sich noch auf den Bericht der europäischen Sicherheitsbehörden berufen, der Cattenom ein schlechtes Zeugnis ausstellt. Mouvement und Grüne nutzten eine Vorabversion des als strenger geltenden Kommissionsberichts, um dem AKW an der Mosel die gleiche Gefährlichkeit wie Fessenheim zu bescheinigen. Das elsässische Kraftwerk soll laut dem rot-grünen Regierungsabkommen 2016 geschlossen werden. Um in Sachen Cattenom den Druck auf die französische, aber auch die luxemburgische Regierung zu erhöhen, rufen diese drei Akteure, gemeinsam mit vielen anderen am 13. Oktober zu einer Demo in Metz auf. Details unter www.iacattenom.de